

# LA LETTRE DE STELLA DUPONT

## JUILLET 2026

### PERMANENCE PARLEMENTAIRE

10 rue Félix Faure  
49290 Chalonnes-sur-Loire

02 41 17 26 02

[stella.dupont@assemblee-nationale.fr](mailto:stella.dupont@assemblee-nationale.fr)



**Bonnes vacances !**

*La permanence parlementaire sera fermée du 10 au 28 août 2026. Seules les urgences seront traitées pendant cette période.*

## ZOOM SUR...

## L'ACTUALITÉ DU MOIS



## Chalonnais sous le choc

Nous avons appris avec effroi, le 16 juillet dernier, que le Maire de Chalonnais-sur-Loire, tout récemment élu, Monsieur Froger, avait été **jugé et incarcéré** pour détention et diffusion de milliers d'images pédopornographiques. C'est un choc pour tous les Chalonnais. **Trahis, trompés, en colère**, ce sont les sentiments de beaucoup de celles et ceux que j'ai rencontrés. Ce sont aussi les miens.

Certains souhaitent de nouvelles élections, d'autres non. L'équipe en place n'est en rien responsable des faits commis par leur tête de liste. En droit, elle peut donc choisir de se maintenir en fonction à la tête de la Ville de Chalonnais. J'ai été maire longtemps et je sais que pour mener des projets municipaux à bien et prendre des décisions qui ne font pas toujours l'unanimité, il faut s'appuyer sur la confiance des habitants. Celle-ci a été profondément abîmée par les actes du maire. **Je pense qu'il aurait été sage de consulter de nouveau les Chalonnais afin d'asseoir l'équipe municipale sur un socle plus solide qu'il ne l'est actuellement.** Ce n'est pas le choix qui a été fait et je le regrette. Je respecte cependant cette décision, comme je respecte l'ensemble des conseillers municipaux en place. Le conseil municipal se réunit ce soir pour élire un nouveau maire. Il lui appartiendra de **trouver le chemin de l'unité et de l'apaisement.** L'intérêt de notre commune doit primer.

**La pédocriminalité est massive dans notre société.** Elle peut malheureusement concerner tout le monde, tant du côté des victimes, que des coupables.

Nos enfants méritent une mobilisation exceptionnelle afin que cela cesse. En cela, **je salue le collectif de parents de Chalonnais** qui a imprimé et demandé aux commerçants d'accrocher une affiche sur leur vitrine rappelant les numéros d'urgence. La prise de conscience passe aussi par là : nous sommes concernés ici et partout ! La présomption de faits commis à l'encontre d'enfants au sein du périscolaire dans deux écoles d'Angers le confirme également malheureusement.

La loi, les actions d'information, de prévention, de formation sur le recueil de la parole de l'enfant pour tous les professionnels concernés, l'information et l'accompagnement

des parents également, mais aussi les peines prononcées, le cadre strict de recrutement des professionnels, la revalorisation des métiers de l'enfance dans leur ensemble, et enfin, la mobilisation de toute notre société sont impératifs pour **protéger ceux qui nous sont les plus chers au monde : nos enfants.**

Sur ce sujet, je suis disponible, ainsi que mon équipe, pour échanger si vous le souhaitez.

Préserveons notre unité. **Ensemble, nous relèverons les défis à venir.**

## ZOOM SUR...

### LES RENCONTRES TERRAIN



#### JEUDI 23 JUILLET : La Fontaine aux ânes

Je me suis rendue à la Fontaine aux Ânes, aux Ponts-de-Cé, pour découvrir le travail remarquable mené par cette association, qui développe des **actions de médiation animale auprès de publics très variés** : enfants, personnes en situation de handicap, personnes âgées ou encore personnes fragilisées.

J'ai eu l'opportunité d'assister à une séance de **médiation animale auprès de quatre jeunes accompagnés par l'Unité Éducative d'Activités de Jour (UEAJ) de la Protection judiciaire de la jeunesse.** Étaient présentes aussi, leurs deux éducatrices, ainsi que Pauline Martin, la Directrice pénitentiaire d'insertion et de probation à la maison d'arrêt d'Angers, la Présidente de l'association, Christine Lelièvre, ainsi que quatre des bénévoles, avec qui j'ai pu échanger.

J'ai pu mesurer combien **la relation avec l'animal peut être un formidable levier pour reprendre confiance, favoriser la communication, développer les compétences relationnelles et offrir un temps d'apaisement** à ces jeunes.

Cette visite a été l'occasion d'évoquer les difficultés rencontrées : un nombre croissant de jeunes à accompagner, des places insuffisantes dans les structures éducatives,

mais aussi l'engagement des équipes pour prévenir la récidive et favoriser la réinsertion de ces jeunes. Ces constats nous rappellent combien **il est indispensable d'investir davantage dans la prévention et l'accompagnement éducatif.**

Parce qu'une société plus solidaire se construit aussi à travers ces initiatives de proximité, je pense qu'il est **important de défendre et d'accompagner les associations**, qui placent l'humain, l'inclusion et la prévention dans leurs priorités d'actions.

**Plus d'informations :**

[Cliquez-ici](#)



## **VENDREDI 17 JUILLET : Rencontre avec le club FACE 49**

J'ai rencontré le Club FACE 49 - **Fondation Agir Contre l'Exclusion**, dans la continuité de mon travail sur l'expérimentation pour l'accès au travail des personnes étrangères.

Née en 2012, cette association fonctionne en club d'entreprises et lutte contre toutes les formes de discrimination au travail.

Concrètement, ce sont des collaborateurs d'entreprises qui s'engagent, via un mécénat de compétences, pour animer ateliers et actions de sensibilisation. En Maine-et-Loire en 2025, cela représentait 167 entreprises et 383 collaborateurs, au service de la diversité, de l'égalité et de l'inclusion. Plus de 2 500 bénéficiaires ont été accompagnés !

Ces actions essentielles restent fragiles, dépendantes d'appels à projets, de subventions publiques et financements privés. Par exemple, les actions en milieu scolaire ont été fortement réduites, faute de financements.

**L'intégration par le travail, c'est aussi des entreprises qui s'engagent, sur le terrain, pour donner une vraie chance à celles et ceux qui en ont besoin, y compris les personnes étrangères en voie d'insertion, comme l'équipe me l'a présenté.**

Je remercie encore une fois la Directrice et les membres de FACE 49 pour leur accueil et nos échanges.

Pour plus d'informations :

[Cliquez-ici](#)



## LUNDI 6 JUILLET : Mieux lutter contre les violences sexuelles

Agir concrètement et rapidement pour mieux lutter contre les violences sexuelles est une priorité pour moi.

C'est pourquoi je me suis rendue à la manifestation organisée par plusieurs associations devant l'Hôtel de Ville d'Angers. Le message du Collectif est clair : **réclamer l'examen de la loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles commises sur les femmes et les enfants**, dont je suis co-signataire.

Cette mobilisation a payé : **le texte a été inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale et sera examiné en septembre.**

**Les défaillances de notre système de protection contre les violences sexuelles sont nombreuses.** Il n'est pas à la hauteur de la gravité de l'enjeu. Des moyens et des outils doivent être fortement engagés.

Je remercie les associations et citoyens mobilisés sur ce sujet qui nous concerne tous.

Pour lire cette proposition de loi :

[Cliquez-ici](#)



## **VENDREDI 3 JUILLET : Visite de la Structure de Premier Accueil des Demandeurs d'Asile (SPADA)**

J'ai visité les locaux de la SPADA 49 à Angers : Structure de Premier Accueil des Demandeurs d'Asile, gérée par France Terre d'Asile.

Une équipe de 6 personnes (4 travailleurs sociaux, 1 agent d'accueil, 1 chef de service) y accompagnent au quotidien 830 personnes, dont 105 bénéficiaires de la protection internationale (BPI).

Cela m'a permis d'**échanger avec le Chef de service et la Directrice adjointe régionale sur les réalités de terrain**. Nous avons évoqué les dysfonctionnements récurrents du site de l'ANEF (Administration numérique pour les étrangers en France (<https://administration-etrangers-en-france.interieur.gouv.fr/>) qui freinent l'enregistrement des demandes, ainsi que les changements concrets depuis l'entrée en application du Pacte asile et immigration entré en vigueur le 12 juin dernier (comme la prise d'empreintes désormais étendue aux enfants dès 6

Nous avons aussi fait le point sur la coordination avec les services de la Préfecture, l'OFII (Office Français de l'Immigration et de l'Intégration) et l'OFPRA (Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides). Ces relations sont essentielles et elles doivent être fluidifiées pour un accueil digne et efficace.

**6 professionnels pour 830 personnes suivies : ces équipes tiennent le service public de l'asile à bout de bras. Elles méritent des moyens à la hauteur.**

**Pour plus d'informations :**

Cliquez-ici

**ZOOM SUR...**

## Proposition de loi protection des mineurs sur les réseaux sociaux



### **MARDI 21 JUILLET : Vote sur la proposition de loi pour protéger les mineurs des réseaux sociaux**

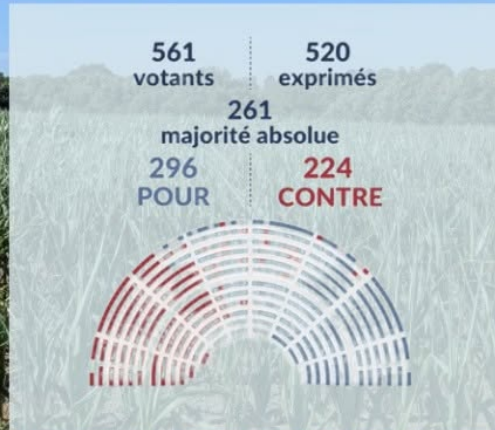
J'ai voté pour l'interdiction des réseaux sociaux aux moins de 15 ans. On trouve beaucoup de contenus inappropriés pour les enfants sur ces plateformes. Nous devons les en protéger.

**Le principe de cette loi va dans le bon sens. Mais je reste prudente sur son application.** Aujourd'hui, on ne sait pas vraiment comment les plateformes vont empêcher les moins de 15 ans de créer un compte.

De plus, **c'est en grande partie l'Union européenne qui fixe les règles pour les grandes plateformes.** La France pourrait finalement être dans l'incapacité d'appliquer seule cette mesure.

Affaire à suivre donc ! Je soutiens cette avancée, mais je serai attentive à sa mise en œuvre !

# Projet de loi d'urgence agricole



## LUNDI 20 JUILLET : Vote sur le projet de loi d'Urgence Agricole

J'ai fait le choix de m'abstenir sur le vote du projet de loi d'urgence agricole.

J'aurais voulu voter pour, comme je l'ai fait en première lecture à l'Assemblée. **Ce texte contient de vraies avancées pour les agriculteurs :**

- Simplifications administratives,
- Renforcement des producteurs face aux industriels,
- Mesures pour renforcer la souveraineté alimentaire,
- Mesures pour faciliter la création de réserves d'eau hivernales,
- Mieux protéger les agriculteurs contre les vols.

Des mesures sont intéressantes, mais **différents points me posent problème :**

- Lors de l'examen de cette loi au Sénat, des ajouts ont été faits, comme la **réintroduction de néonicotinoïdes interdits en France**. Et cela, sans que l'Assemblée n'ait pu en débattre, puisque le Gouvernement a refusé les amendements sur ce sujet ! Inacceptable qu'on ne puisse même pas examiner et débattre d'un tel sujet, alors qu'une pétition a recueilli plus de 2 millions de signatures contre ces mêmes substances. **On ne balaie pas une telle mobilisation citoyenne d'un revers de main.**
- Sur l'eau, la gouvernance, c'est à dire les modifications apportées au pilotage local des politiques de l'eau, ne me semble pas satisfaisante. Certains captages d'eau potable pollués par des pesticides pourront être moins protégés qu'aujourd'hui.
- L'ANSES (Agence de sécurité sanitaire) devient arbitre et désormais conseil des industriels souhaitant voir autorisés de nouveaux phytosanitaires. Je pense que ces deux missions ne sont pas compatibles.

**On peut simplifier la vie des agriculteurs sans renoncer à ce qui protège la santé et l'eau.**



Photo Juillet 2025 - rencontre avec l'association ADMD

## MERCREDI 15 JUILLET : La France se dote enfin d'un droit à l'aide à mourir

L'Assemblée nationale a définitivement adopté la loi relative au droit à l'aide à mourir.

C'est l'aboutissement d'un processus engagé depuis 1980, d'une Convention citoyenne et de huit années de travail entre l'Assemblée nationale et le Sénat.

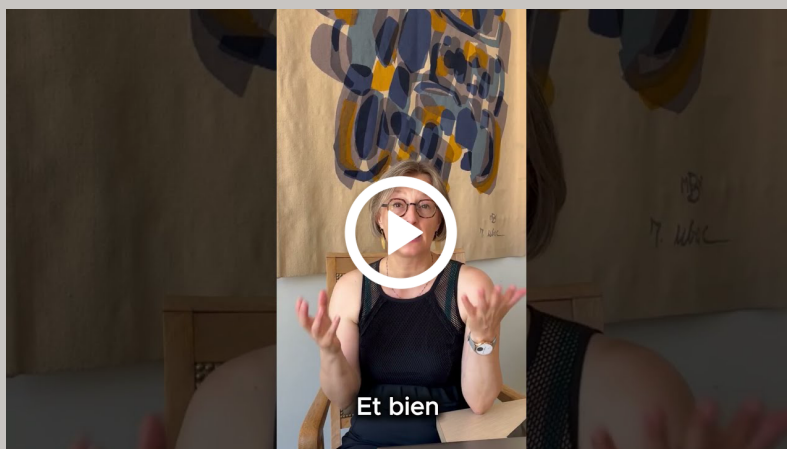
**Cette loi ne remplace pas les soins palliatifs, elle les complète.**

J'ai porté ce texte avec conviction, depuis le premier jour. C'est avec cette même conviction, et avec humilité, que j'ai voté pour son adoption définitive.

**Pour lire mon communiqué de presse :**

[Cliquez-ici](#)

**Décryptage de certaines fausses idées sur ce texte :**



**Pour lire mon interview dans le Courrier de l'Ouest :**



## **MARDI 7 JUILLET : Groupe d'études sur l'Économie Sociale et Solidaire**

J'ai participé à la réunion du groupe d'études sur l'économie sociale et solidaire (ESS), consacrée aux attentes de l'Union des employeurs de l'ESS (UDES) en vue du budget 2027.

Ces échanges interviennent dans un contexte difficile pour le secteur, marqué notamment par le projet de baisse de 30 % des crédits de l'ESS, finalement abandonné après une forte mobilisation dont j'ai fait partie.

**L'ESS est un pilier de la cohésion sociale et territoriale. Elle doit être pleinement prise en compte dans les prochains arbitrages budgétaires et dans nos politiques publiques.**

L'économie sociale et solidaire, ce sont des associations d'aide à domicile, par exemple, des structures d'insertion qui accompagnent vers l'emploi des personnes éloignées du marché du travail, des ressourceries qui collectent et réemploient des objets, des épiceries solidaires, des crèches associatives, des coopératives ou encore des acteurs de l'économie circulaire...

**Ces structures ne recherchent pas le profit pour des actionnaires, mais la viabilité de leur activité.** Les bénéfices sont réinvestis afin de pérenniser et développer leurs actions.

**Les valeurs de l'ESS reposent sur la solidarité, le fait de prendre-soin des personnes et la préservation de l'environnement.**



N° 2998

# ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

DIX SEPTIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 1<sup>er</sup> juillet 2026

## RAPPORT

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE *relative aux conséquences des accords du Touquet sur l'action publique et le respect des libertés et droits fondamentaux des personnes migrantes,*

### **MERCREDI 1er JUILLET : Rapport de la commission d'enquête sur les conséquences des accords du Touquet**

L'ensemble des auditions ces 5 derniers mois, ainsi que les 2 déplacements : un à Calais en avril 2026 et un autre à Londres en juin 2026, ont permis l'élaboration d'un rapport complet.

Ce rapport, rédigé par la Rapporteuse, Elsa Faucillon, a été adopté en commission le 1er juillet 2026. J'y ai apporté ma contribution en page 321 et suite.

**Pour consulter ce rapport :**

[Cliquez-ici](#)

**ZOOM SUR...**

**LES ÉVÉNEMENTS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX**



## MARDI 21 JUILLET : François-Noël Buffet nommé Défenseur des droits

Interruption Volontaire de Grossesse (IVG) inscrite dans la Constitution, mariage pour tous, Aide Médicale de l'État (AME), régularisation des travailleurs sans-papier, aide à mourir : sur tous ces sujets, François-Noël Buffet s'est opposé ou s'est montré réservé lors de ses votes en tant que parlementaire. Il a ainsi pris régulièrement des positions contraires à l'avancée des droits fondamentaux dans notre pays.

Comment confier la protection de ces mêmes droits à un homme dont les positions sont en contradiction avec les missions de cette institution ? A titre personnel, je regrette sa nomination.



## JEUDI 2 JUILLET : La Russie continue de semer la mort en Ukraine

La Ville de Kiev a été touchée par l'une des plus importantes attaques de la Russie depuis le début de la guerre. Au moins 17 personnes ont été tuées et près de 90 autres blessées.

Nous devons absolument et rapidement apporter le soutien demandé par les Ukrainiens en leur fournissant des systèmes de défense antiaérienne.

**Je soutiens la proposition de la cheffe de la diplomatie européenne visant à instaurer de nouvelles sanctions contre ceux qui soutiennent le complexe militaro-industriel russe.** Il faut tout mettre en œuvre pour faire cesser cette folie meurtrière !

**Il faut une Europe forte et solidaire.**

Mes pensées vont vers tous les Ukrainiens qui subissent ce conflit depuis trop longtemps.



### **SAMEDI 1er AOUT : Ce qui change en août**

- Le taux d'intérêt annuel du livret A augmente, celui du Livret d'épargne populaire est maintenu
- Les [aides carburant pour les travailleurs "grands rouleurs"](#) sont maintenues
- À compter du 11 août 2026, le démarchage téléphonique à des fins commerciales sera interdit, sauf dans [certains cas](#)
- La loi de simplification de la vie économique assouplit le dispositif de la loi Hamon en cas de vente d'un fonds de commerce

**Pour plus d'informations :**

[Cliquez-ici](#)

**MES ACTIONS AU QUOTIDIEN...**

**DANS LES MÉDIAS**



## LE COURRIER DE L'OUEST

Débats sur la fin de vie et l'aide à mourir : « Un droit individuel, propre, intime, personnel », estime une députée

[Lire l'article](#)

Pour retrouver toutes mes interventions média du mois :

[Cliquez-ici](#)

## MES ACTIONS AU QUOTIDIEN... J'AI COSIGNÉ

M. / FG8V

Monsieur Gérard DARMANIN  
Ministre de la Justice, Garde des  
Sceaux  
11, Place Vendôme  
75042 Paris Cedex 01

Angers, le 16 juillet 2026,

Objet : Transfert des enquêtes sociales rapides et des mesures de contrôle judiciaire vers le  
SPP : situation des associations socio-judiciaires

Monsieur le Ministre,

Nous nous permettons de vous écrire, ayant été interpellés par une association de  
notre département à propos d'une situation qui suscite une vive inquiétude. L'association

### Courrier au Ministre de la Justice

concernant le transfert des enquêtes sociales  
rapides et des mesures de contrôle judiciaire vers le  
service pénitentiaire d'insertion et de probation  
(SPIP)

[Le courrier](#)

Pour retrouver toutes mes cosignatures du mois :

[Cliquez-ici](#)

**Stella  
Dupont**

N'hésitez pas à consulter mon site internet pour rester continuellement informés.  
Pour y accéder :

[Cliquez ici !](#)

**Rejoignez-moi sur les réseaux sociaux !**



**Permanence Parlementaire**  
10 rue Félix Faure  
49290 Chalonnes-sur-Loire  
02 41 17 26 02  
[stella.dupont@assemblee-nationale.fr](mailto:stella.dupont@assemblee-nationale.fr)

Merci de votre attention et à bientôt !

***Vie privée et mentions légales***

*Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}*

*Vous recevez ce message électronique de Stella Dupont, dont le siège est situé au 10 rue Felix Faure à Chalonnes-sur-Loire (49290), car vous êtes enregistré dans un fichier de prospection constitué et avez donné votre accord pour être contacté. Vos coordonnées seront utilisées pour vous informer tout au long du mandat législatif sauf opposition de votre part.*

[Se désinscrire](#)



© 2023 Stella Dupont